

le sens d'une candidature

Le rôle d'une profession de foi, pour un candidat, c'est de se présenter à ses électeurs, et d'expliquer les raisons de sa candidature. Cette présentation et cette explication sont d'autant plus nécessaires lorsque le candidat n'habite pas la circonscription où il se présente, lorsqu'il est comme on dit, un «parachuté».

C'est mon cas, et je ne cherche pas à le dissimuler comme certains. Je ne me suis pas trouvé, pour la circonstance, quelques vagues attaches familiales, quelque résidence secondaire, quelque caveau de famille du côté de Montereau ou de la Ferté-Gaucher, pour pouvoir vous dire : votez pour moi, je suis des vôtres.

Je ne suis pas d'ici, je vis à Paris, je suis journaliste. J'étais jusqu'en août dernier un présentateur du Journal Télévisé. J'en ai été exclu, avec bien d'autres, lorsque M. Arthur Conte, est venu, au nom de l'UDR, effectuer le grand nettoyage de l'Office, la reprise en main de l'information, en vue des élections.

Alain Peyrefitte, lui non plus, n'est pas un candidat comme les autres. Il porte dans le régime actuel, de lourdes responsabilités. Secrétaire Général de l'UDR, après avoir été plusieurs fois ministres - et en attendant, comme il l'espère, de le redevenir - il donne du même coup à sa candidature un caractère national, qui nous autorise à l'interpeller sur de graves questions nationales : ce n'est pas par hasard s'il a choisi PROVINS pour y effectuer le lancement, à grands roulements de tambours, de la campagne de la majorité.

Alors, Monsieur Peyrefitte, je viens vous interpeller. Sans hargne, sans attaques personnelles, sans mauvais procès. A l'occasion, soyez-en sûr, je vous ramasserai volontiers en auto-stop...

Je viens demander, au grand dignitaire du régime que vous êtes de nous rendre des comptes.

VOUS AVEZ ETE PENDANT LONGTEMPS MINISTRE DE L'INFORMATION : C'EST VOTRE PREMIER ECHEC.

C'est vous qui avez présenté, le 23 avril 1964, le projet de loi qui créait l'O.R.T.F. Lorsqu'on relit aujourd'hui vos déclarations de l'époque, on est en droit, M. Peyrefitte, de vous demander si vous pensez réellement ce que vous dites. Je cite ici vos propos, à la tribune de l'Assemblée. Vous y défendiez l'autonomie de l'Office, et affirmiez qu'il serait indépendant :

«Indépendant, puisque la radio et la Télévision sont œuvre d'esprit, et, par conséquent, de liberté ; indépendant, puisqu'elles doivent rendre compte de la pluralité des points de vue et refléter la diversité française ; indépendant, puisque leur mission est de proposer et non d'imposer».

Plusieurs centaines de licenciés en juillet 68. Quelques dizaines d'autres, licenciés, mutés, ou poussés au départ en 72. Des émissions censurées par dizaines. Des reportages par centaines qui ne seront pas programmés.

Pourquoi, M. Peyrefitte ? Parlez-nous encore, sans rire, de l'indépendance de l'Office !

VOUS AVEZ ETE, ENSUITE, MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE : C'EST VOTRE DEUXIEME ECHEC.

C'était en 1968. Je n'aurai pas le mauvais goût d'insister. En fermant la Sorbonne, au mois de mai, vous avez directement provoqué la révolte étudiante, que vous aviez auparavant préparée en laissant dépérir l'Université française en l'étouffant, en la sclérosant. Cette grande misère de nos facultés, de nos lycées, de nos écoles, est toujours d'une actualité sinistre : mon suppléant est un professeur. Il aura lui aussi quelques questions à vous poser.

VOUS ETES MAINTENANT SECRETAIRE GENERAL DE L'UDR : C'EST VOTRE TROISIEME ECHEC, ET LE SEUL POUR LEQUEL NOUS NE VOUS EN VOULONS PAS !

La charge, nous le reconnaissons, est quasi désespérée : un parti sans âme, sans projet, sans autre objectif que de survivre à la mort du père. Un parti gangréné, discrédité, rongé par les scandales. Vous n'êtes pas un homme scandaleux, M. Peyrefitte, nous le savons.

Mais vous portez, de par vos fonctions, tous les scandales de ce régime en décomposition !

VOUS ETES ENFIN LE DEPUTE SORTANT, ET LE MAIRE DE PROVINS : C'EST VOTRE QUATRIEME ECHEC, ET NOUS N'ENTENDONS PAS, AU COURS DE CETTE CAMPAGNE, LE PASSER SOUS LA TABLE ! Si je ne suis pas Provinois, M. le député-maire, je suis membre d'un parti, le PSU.

ET ce parti n'est pas composé de notables, mais de militants, engagés dans les luttes qui se livrent dans votre ville, dans votre circonscription. C'est ce qui nous autorise à dénoncer vos insuffisances, vos erreurs, vos injustices.

Le dépérissement des villes, les usines qui ferment (Boulanger et Besson à Montereau, Sofralait à Villiers St-Georges), les zones industrielles sans industrie, le manque d'emplois, l'émigration forcée des travailleurs, le maintien des bas-salaires.

L'isolement dû à l'insuffisance indécente des transports en commun : pas de train direct de Provins à Paris. Des liaisons impossibles entre les différentes villes de Seine et Marne.

Le dépérissement culturel de votre cité : le scandale de C.E.S. volé à la population, la disparition des théâtres, des cinémas, la liquidation de la Maison des Jeunes.

Voilà pourquoi, M. Peyrefitte, les militants PSU de Seine et Marne, et le Bureau National du Parti Socialiste Unifié m'ont demandé d'être candidat contre vous.

Les milliers de travailleurs de votre circonscription, ceux qui ne vous pas élu et ceux qui ne vous éliront plus, ceux qui ne supportent plus votre gestion, comprendront le sens de ma candidature.

Et vous serez battu, M. le député-maire !



CANDIDAT :

Bernard LANGLOIS

27 ans, marié, 2 enfants.

Journaliste, licencié de l'ORTF

Rédacteur en chef de Tribune Socialiste

Membre de la Direction Politique Nationale du PSU.

Suppléant :

Hervé GRILLON

Professeur - Militant Syndicaliste

Vu le candidat





pour le socialisme et l'autogestion

Aujourd'hui il est possible de balayer l'URP, c'est à dire l'UDR et ses divers alliés centristes.

Aujourd'hui il est possible de chasser un régime qui, depuis 15 ans, a perpétué et accentué l'exploitation des travailleurs dans l'intérêt exclusif des groupes capitalistes. En ce sens, les élections des 4 et 11 mars doivent constituer pour les travailleurs une victoire importante. **Le PSU y contribue de toutes ces forces.**

- Cette victoire appartiendra à tous ceux, hommes et femmes, qui depuis des années, se battent dans et hors des entreprises, à la ville comme à la campagne.

Cette victoire appartiendra à ceux qui ont manifesté leur opposition à l'exploitation, à l'oppression capitaliste et à la pourriture de l'UDR.

Cette victoire, ce sont les luttes d'Evian et du Joint Français, celles de Renault et de Penarroya, des paysans bretons et du Larzac qui l'auront préparée.

Ces batailles sont exemplaires. Les travailleurs qui les ont animées ont sans cesse appliqué des **décisions collectives**. Ils ont exigé le *contrôle* des conditions de travail, ainsi que le *contrôle* de la production ou de la terre. C'est un premier pas dans la voie du socialisme autogestionnaire.

Et ce n'est pas un hasard si la population a apporté un large soutien à ses luttes menées dans l'esprit de Mai 68.

- Chaque jour, dans leurs entreprises, les travailleurs s'attaquent à la nature même de la société bourgeoise : ils luttent contre l'organisation capitaliste du travail par les occupations de locaux, le contrôle des cadences et le refus de la hiérarchie.

Sur d'autres fronts un combat identique est mené : lutte pour la libération de la femme, refus de la militarisation, contestation des lois qui visent seulement à protéger la propriété privée, lutte contre la spéculation immobilière...

Tous ces combats sont la manifestation d'une force nouvelle dont la perspective politique est la destruction du régime capitaliste et l'édification de la société socialiste.

- C'est pourquoi il ne suffit pas seulement de remplacer l'UDR par une autre équipe, même de gauche. **Le mouvement populaire doit garder l'initiative** afin que la transformation de la société devienne possible.

- Pour sa part, le PSU soutiendra au parlement et dans le pays chacune des propositions qui affaibliront le pouvoir du capital et seront favorables aux travailleurs. **Mais il n'entend pas se limiter à une victoire électorale.**

Les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront et ce qu'ils imposeront par leur pression sur un gouvernement de gauche. Cette pression sera nécessaire également pour répondre aux éventuelles réactions de la droite battue et aux affrontements que pourront chercher ses hommes de sac et de corde.

Car nous ne faisons pas semblant de croire que l'actuelle majorité se soumettrait à un verdict électoral qui lui serait défavorable : ou bien elle cherchera l'épreuve de force, ou bien elle tentera d'établir un compromis avec la gauche traditionnelle. Les masses populaires sauront dans ces deux cas imposer par l'action directe le respect de leur volonté. Il n'est pas question de céder à la force ou de replâtrer le régime.

Cette volonté, notre courant révolutionnaire s'en fait le porte-parole. Aussi les thèmes principaux de la campagne du PSU sont clairs :

CONTROLLER AUJOURD'HUI POUR DECIDER DEMAIN

POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

POUR LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

